

POLITIQUE DE SECURITE ET DE DEFENSE COMMUNE

Mission de conseil et d'assistance en matière de réforme du secteur de la sécurité en République démocratique du Congo (EUSEC RD Congo)

Mise à jour: Janvier 2012
EUSEC RDC/15

Toile de fond

La mission EUSEC RD Congo, déployée en République démocratique du Congo (RDC) depuis juin 2005, témoigne de l'engagement continu de l'Union européenne aux côtés des congolais pour la réforme de leur armée.

Depuis décembre 2005, la mission, dont le mandat initial prévoyait la contribution aux opérations d'intégration de l'armée congolaise et le projet « Chaîne de paiement », diversifie ses activités en vue d'une modernisation de l'administration et de la gestion des ressources humaines. Celles-ci visent à soutenir les efforts des autorités congolaises pour mettre en place une structure d'administration moderne et efficace au sein des forces armées de la RDC (FARDC). Outre ces activités, la mission aide les partenaires congolais dans le domaine de la formation des cadres, de la logistique, des droits de l'homme et de la coopération civilo-militaire.



Appui de EUSEC RD Congo à la distribution des cartes d'identité militaires des FARDC à Mbanza Ngungu, Bas-Congo.

En étroite collaboration avec les autres acteurs de la communauté internationale, EUSEC RD Congo apporte un soutien concret dans le domaine de la réforme du secteur de sécurité en RDC. Elle fournit conseil et assistance directement aux autorités congolaises compétentes. Des conseillers travaillent avec les autorités militaires à Kinshasa depuis juin 2005 et d'autres sont présentement en fonction auprès des états-majors de trois régions militaires depuis avril 2006.

Mandat et objectifs

L'objectif général de la mission EUSEC RD Congo est de soutenir les autorités congolaises pour reconstruire une armée qui garantira la sécurité sur toute l'étendue du territoire et créer les conditions favorables pour un retour au développement social et économique. La mission est actuellement composée d'une cinquantaine de personnes, militaires et civils. Elle est basée à Kinshasa, avec des détachements déployés à Bukavu, Goma et Lubumbashi. En outre, des sites de projets ont été établis à Muanda, dans la province du Bas-Congo (École de formation des sous-officiers, École d'infanterie et École d'artillerie sur la base de Kitona) et à Kananga, dans la province du Kasai occidental (Académie militaire et École d'administration). EUSEC RD Congo est la seule structure entièrement dédiée à la réforme du secteur de la sécurité dans sa composante militaire en RDC.

FAITS ET CHIFFRES

Lieu: République démocratique du Congo
Quartier général: Kinshasa
Date de début: juin 2005
Mandat en cours: oct. 2010 – sept. 2012
Chef de mission: Général António MARTINS
Personnel: 51
Budget: 13,6 millions EUR pour la période 2011-2012
États contributeurs: 13 États membres de l'UE + États-Unis



www.eusec-rdc.eu

Conformément à son sixième mandat (1^{er} octobre 2010 - 30 septembre 2012), EUSEC RD Congo concourt à créer les conditions permettant la mise en œuvre des orientations retenues dans le plan de la réforme des FARDC tel que présenté par le Ministre de la Défense de la RDC en janvier 2010. Les activités clés de ce mandat sont : continuer l'appui au niveau stratégique des états-majors généraux ; moderniser et consolider l'administration ; relancer le système de formation en soutenant la réouverture des écoles de cadres ; reconstruire la capacité logistique ainsi que la poursuite des activités liées à la lutte contre l'impunité dans les domaines des violations des droits de l'homme, y inclus les violences sexuelles. Dans d'autres domaines, tels que la coopération civilo-militaire et l'égalité entre les femmes et les hommes, EUSEC RD Congo développe, met en œuvre et/ou supervise des projets financés par les États membres et/ou l'Union européenne ou engagés à leur initiative.

L'UE n'a pas cessé de soutenir la réforme du secteur de la sécurité en RDC, et la mission EUSEC est conçue de manière à assurer la cohérence et la coordination de l'action qu'elle mène sur le volet militaire avec l'action de sa « mission sœur » EUPOL RD Congo, de la délégation de l'UE et des États membres. Ces missions font partie de l'action plus générale de l'UE destinée à soutenir le développement et la démocratie dans la région des Grands Lacs africains.

Acquis de la mission

Depuis plus de cinq ans, les conseillers d'EUSEC RD Congo déployés à l'Est du pays supervisent les paiements mensuels de la solde des brigades pour aider les autorités congolaises à la mise en place de mécanismes permettant d'assurer une plus grande transparence des flux financiers. Une des actions phares d'EUSEC RD Congo a été le recensement biométrique des militaires, réalisé par les FARDC, qui constitue la pierre angulaire pour la réforme de l'administration des personnels et des finances. Le mandat précédent a été particulièrement marqué par les succès dans le domaine de la formation. Ainsi, des stages sur la gestion financière et les ressources humaines ont été organisés, suivis par environ 1 800 cadres, et les règlements administratifs ont été distribués dans toutes les régions militaires. De plus, les FARDC ont conclu, pour la première fois depuis 24 ans, une formation de formateurs de l'École d'administration, où 31 stagiaires ont obtenu le brevet d'officier d'administration et participent désormais à la formation d'autres officiers. Dans le domaine de l'administration, EUSEC RD Congo continue à soutenir la redynamisation de la gestion des ressources humaines et participe à l'élaboration de textes réglementaires, administratifs et financiers. Enfin, un projet d'installation d'un réseau informatique territorial mis en œuvre mi-2006 devrait prendre fin début 2012.



Élèves de la 26^{ème} promotion prêtant serment lors de la réouverture de l'Académie militaire des FARDC à Kananga, en octobre 2011.

Activités en cours

EUSEC RD Congo apporte son appui aux autorités congolaises pour la distribution des cartes d'identité militaires, qui constitue l'étape finale du recensement biométrique de l'armée congolaise. La distribution a commencé par les régions militaires de Kinshasa et du Bas-Congo puis s'est poursuivie dans les provinces du Kasai occidental, du Kasai oriental, du Maniema, du Nord-Kivu, dans la Province Orientale et au Sud-Kivu. Actuellement, la mission soutient les FARDC pour finir la distribution dans la province du Katanga. Durant la première année de son mandat, la mission s'est concentrée sur la relance de la formation au sein des FARDC: la réhabilitation de l'École de formation des sous-officiers, de l'École d'infanterie et de l'École d'artillerie à Kitona et la réouverture de l'académie militaire, que viendront compléter durant la deuxième année la création du commandement général des écoles militaires à Kinshasa et l'ouverture de l'École d'administration à Kananga. **Autres projets:**

- Développement d'un réseau de formateurs en matière de sensibilisation aux droits de l'homme dans 6 provinces:
 - Formation des formateurs des FARDC en vue du changement de comportement de son personnel pour renforcer son sens des responsabilités et sa capacité à exercer le métier des armes dans un environnement démocratique.
- Amélioration de l'accueil et la prise en charge par les structures médicales militaires des victimes de violences sexuelles.
 - Fourniture d'équipements à la maternité de Camp Kokolo à Kinshasa et formation des militaires prestataires de soins sur la prise en charge des violences sexuelles.

La politique de sécurité et de défense commune (PSDC) de l'Union européenne inclut la définition progressive d'une politique de défense commune qui pourrait conduire, le moment venu, à une défense commune. La PSDC permet à l'Union de développer ses capacités civiles et militaires de gestion des crises et de prévention des conflits à l'échelle internationale. Elle contribue ainsi au maintien de la paix et de la sécurité internationale, conformément à la charte des Nations unies. La PSDC comprend une importante composante "prévention des conflits".

D'autres informations et documents de référence figurent aux adresses

www.consilium.europa.eu/csdp et www.eas.europa.eu